

# Rencar

ETÉ 86. 8 Francs

un mur de prison ?  
peut être...

les jeunes immigrés en état d'insécurité

Remontez  
à l'histoire de  
votre cycle pour  
vivre... Achetez le,  
encore... ABONNEZ-VOUS!  
mais surtout!  
écrivez nous!

POUR NOUS JOINRE  
UNE ADRESSE  
7 RUE du DOCTEUR  
DUMÉE 77140  
NEMOURS

DEUX TELEPHONES

088-04-66

428-0347

## SOMMAIRE

Editorial .....	
J.R.L.B. : Grève de la faim illimitée ...	
les jeunes immigrés .....	
en état d'insécurité .....	
La banane à muri .....	
Hors la zone .....	
Amara Sundry .....	
Mori Kanté .....	
L'APAJ .....	

### comité de rédaction :

Karima DJITLI, Gamil BELABBES,  
Jean-Paul PERONI, Nicole IVASSENKO,  
Zaouène BELABBES, Abdel BNOUWHAIB,  
Mohamed LARBI, Abdel SENADJI

Dessins : PONTI événement du Jeudi  
Emmanuel DUBAELLE  
KACI

couverture-photo : Joss DRAY

photocomposition : CICERO

imprimerie : VOIX OFF

maquette : P.O.M.

Directrice de publication : M.J. BERNA

# Le refus de se soumettre

**Je pourrais dire bonjour l'affection et  
salut la haine, à la prochaine, pour faire  
taire nos détracteurs.**

**La deuxième génération, comme la  
deuxième relève, comme ils disent...  
Moi je dirais plutôt, film à sensation  
dans lequel on est acteur sans le savoir  
et dont la société est le metteur en scène.  
Film pas terminé dont l'insensible  
horreur ne fait que continuer.  
Mais pour combien de temps ?**

**On nous a planté des pièges prémédités :  
on les déjoue  
des mines : on les explose  
Des prisons : on s'y expose.  
Mais pour combien de temps ?**

**Il va falloir leur faire montrer qu'on  
n'est pas des cobayes mais des hommes  
qui veulent s'exprimer dans le bon sens et  
non dans le filet qu'ils nous tendent.**

**L'affectivité on en a, heureusement  
qu'elle est toujours là, quelque part,  
pour nous retenir d'une haine qui  
pourrait être cruelle.  
Mais pour combien de temps ?**

**Gamil BELABBES**

# « Hors la zone »

En octobre 1985, au moment de la dernière marche, un groupe de jeunes maghrébins de Barbes s'est constitué en association. « Hors la zone » était né. Ses buts, informer sur la vie du quartier, montrer une image réelle des richesses culturelles de Barbes, et bien sûr, impulser des actions en faveur des jeunes.

L'association démarre très fort, ils ont la pêche, plein d'idées et l'appui de Radio Soleil Goutte d'or.

Tous les mercredis de 22 h à 24 h, Ahmed et Saoud animent une émission « Le vent de la zone » en direction des jeunes. Problèmes de papiers, du racisme, de l'école, problèmes de la vie quotidienne sont débattus en direct. Et bien sûr beaucoup de musique, beaucoup de Rai.

Khadija, elle, s'adresse tous les matins

aux femmes.

Pendant le mois du Ramadan ils ont participé à l'animation de trois soirées au cinéma Gaité-Rochechouart.

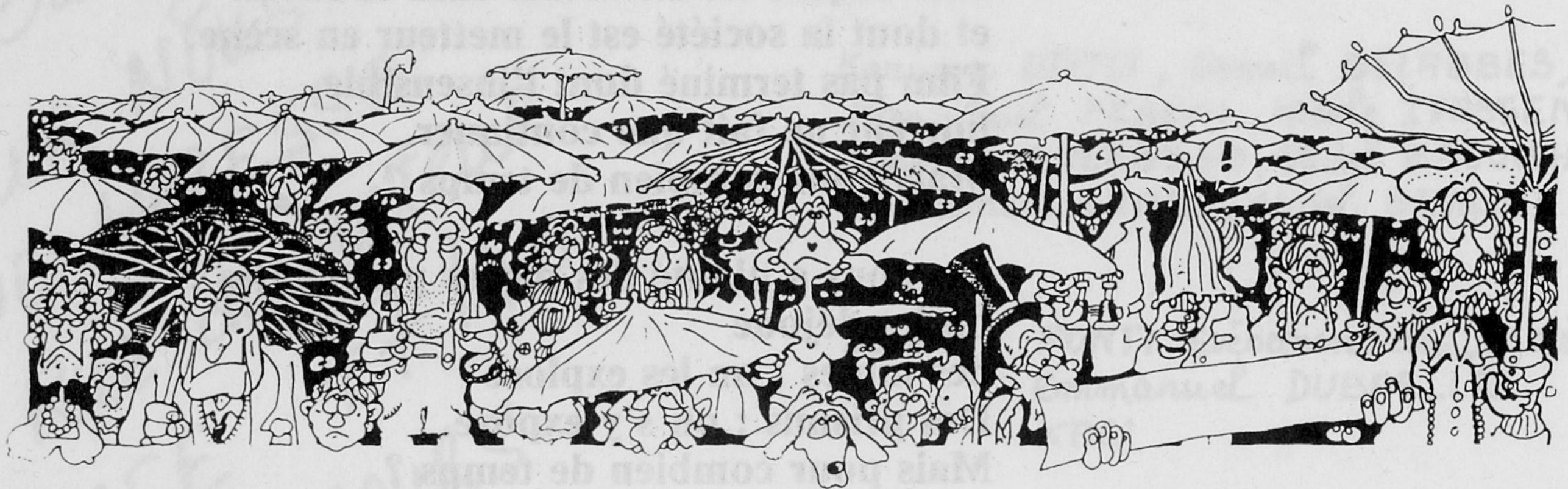
La musique, décidément c'est leur passion. Un de leurs grands projets est d'ouvrir en septembre ou mieux cet été un mini-conservatoire où les jeunes pourraient venir apprendre à jouer d'instruments traditionnels. Ils en sont à rechercher un local sur Barbes. Si vous avez des adresses...

Musique toujours avec leur participation au collectif formé par 12 associations du quartier pour préparer l'organisation d'un festival « La Goutte d'or en fête » qui aura lieu du 22 juin au 6 juillet. Au programme théâtre/soirées musicales bien sûr, mais aussi défilé de mode, un cross, des débats sur la façon dont on vit à Bar-

bes. Poussez pas, y aura de la place pour tout le monde.

Et puis une idée géniale. Un vieil hammam un peu cradingue, à moitié désaffecté leur a inspiré un super projet. L'ouverture d'un hammam de la jeunesse. D'abord gérer cet endroit ça donnerait du boulot à des jeunes du quartier et puis ça ferait un endroit clean où se retrouver, boire un verre, discuter. L'Institut du monde arabe, la FAS, le service inter-migrant étudient leur dossier.

Pas de doute, des idées ils en ont à revendre, peut-être même à filer gratis pour ceux d'entre nous qui seraient en panne sèche. On peut toujours essayer à « Hors la zone », 13, rue Jacques Kablé, 75018 Paris. Tél. : 42.39.49.60.



# Kous Kous Klan.

Le chanteur MOUNSI nous parle de la naissance d'une nouvelle association : KOUS KOUS KLAN

Mounsi : c'est une association à but culturel qui a pour objectif de ne pas se couper des associations qui font un travail sur le terrain du quotidien.

Nous pensons que le moyen culturel peut être un miroir réfléchissant de la réalité. Et c'est très important parce que nous sommes une génération en état de légitime différence face à un Etat en état d'illégitime défense. La

version originale de notre vécu ne peut être sous-titrée.

Nos initiatives à venir :

Nous préparons un 45 tours. Déjà Charles Aznavour a accepté que nous adaptations sa chanson pour en faire : « Viens voir les Algériens,

Viens voir les Africains, qui arrivent, viens... »

Le 14 juillet on organise un bal à Paris.

C'est un bal musette joué avec des instruments arabes parce qu'on veut

montrer que ce qu'on appelle le patrimoine culturel français ne vient pas forcément d'ici. Il me semble que la valse c'est viennois, le tango c'est argentin, le tcha tcha tcha c'est cubain, alors nous on va jouer avec des instruments arabes.

Nous sommes prêts à réactualiser l'histoire de 732 à 1986, les Arabes n'ont été arrêtés qu'à moitié à Poitiers, la preuve c'est qu'ils sont dans les banlieues !



*Ils tentent de faire  
passer une loi  
dangereuse  
et raciste*

*Réponse des "jeunes arabes de Lyon":*



## Grève de la faim illimitée

reportage Abdel BNOUWAHIB, Nicole IVASSENKO,

Mohamed BEN LARBI, M.J. BERNA

Le 16 juin DJIDA et NACER ont entamé une grève de la faim illimitée en opposition au projet de loi concernant l'entrée et le séjour des étrangers en France. Un projet de loi inacceptable dont les conséquences seront très graves pour l'ensemble de la communauté immigrée en France. Nous les avons rencontrés, ils attendent de tous les organismes et plus particulièrement des associations de jeunes un soutien massif et concret. Mais au-delà des associations c'est chacun qui doit se sentir concerné et réagir.

En effet ce projet de loi doit être rejeté et combattu sans hésitation par tous, que l'on soit immigré ou Français, au

moins pour deux raisons : la première, il est dangereux et permet tous les abus. Les principales revendications des J.A.L.B. portent sur la suppression des articles 15 et 25 de ce projet de loi, articles qui permettent d'expulser tout étranger qui représente « une menace pour l'ordre public ». Comme cette « menace » n'est pas définie par la loi, on peut imaginer le pire, il suffira qu'un étranger ouvre sa gueule un peu trop fort, pour qu'il soit en danger d'être expulsé ! Ceci remet en cause la liberté d'expression sans laquelle il n'y a aucune démocratie. Et donc, ça concerne tout aussi bien les Français. Vous imaginez un pays démocratique pour les uns, fascistes pour les

autres ? C'est impossible. Donc c'est le combat de tous.

Ces articles vont permettre aussi d'expulser sans recours judiciaire toute personne ayant fait plus de trois mois de prison dans sa vie. Effrayant ! Ça concerne des milliers de jeunes. Et là on rejoint la deuxième raison qui doit pousser les Français à refuser cette loi : c'est qu'elle est une insulte à tous les travailleurs immigrés qui ont construit ce pays, qu'on a rejeté dans des ghettos, maintenu dans des emplois sous-payés, tout ça pour voir quand leurs enfants ont grandi, qu'aux échecs qu'ils rencontraient : échec scolaire, pas de travail, racisme, on répondait par : répression, répression, répression.



# une population stable... on est là et on compte...



**Rencar** : Vous vous êtes engagée dans une grève de la faim illimitée. Vous pouvez nous expliquer pourquoi ?

**Djida** : Depuis cinq ans on a essayé de rentrer dans une logique constructive, ça veut dire qu'on se projette dans l'avenir de la société française, qu'on est une population stable, pas en transit, et que même si il y a des conflits sociaux, des problèmes, on peut les négocier puisqu'on est là et qu'on compte. Mais depuis le 16 mars le gouvernement Chirac, par l'intermédiaire de son ministre Pasqua, propose un projet de loi inacceptable en ce qui concerne l'entrée et le séjour des immigrés en France. Etrangers, c'est déjà un terme très dur à passer, à reprendre, parce qu'on avait perdu l'habitude de le dire, depuis cinq ans, et que les étrangers, primo-arrivants, primo-migrants, ça fait bizarre, ça fait référence au temps d'antan, il y a dix ans. Ce projet de loi de Pasqua il remet en question toute cette logique constructive, les bagarres qu'on a menées, les tentatives d'organisation qu'on a pu faire pour pouvoir éventuellement résoudre un certain nombre de problème pour pouvoir mieux vivre ici. Ça remet tout ça en question, ça nous remet dans une situation de sursitaire, une situation de marginaux, de potentiellement suspect, de potentiellement terroriste... On peut pas continuer comme ça ! C'est simple, soit on fait le choix du repli et c'est dangereux, repli dans la drogue, le retour, dans des choses comme ça, soit on se suicide et c'est déconseillé, ou encore on s'immole comme certains l'ont fait à l'époque des grandes expulsions et là aussi on est complètement contre, on est des gens pleins d'espairs contrairement à ce qu'on peut penser. Donc on préfère réagir, on ne laisse pas passer, on se défend.

**Rencar** : Quels sont vos objectifs ?

**Djida** : Le premier but de Pasqua et Pandraud c'est d'intimider et de faire peur et pour une certaine partie ça a marché, ça marche, et bien la première partie

pour nous c'est de ne pas céder aux chantages. Et que le doute qui commence à s'immiscer dans nos amis, les humanistes, les anti-racistes, les partis politiques de gauche, le doute que notre légitimité ici serait remise en cause par ce projet, et bien nous on affirme qu'on ne doute pas de notre légitimité ici... si il y avait lieu de la justifier... si il y avait lieu de justifier on a assez d'arguments pour le faire, ou d'être né ici, ou d'avoir travaillé ici ou d'avoir étudié ici ou d'avoir fait le choix de rester ici, parce que c'est un pays démocratique la France. On doit pouvoir faire ce choix même avec la nationalité d'origine, ça s'appelle la liberté individuelle.

Un des premiers objectifs de la grève de la faim, c'est casser le flip qui s'immisce dans la tête des immigrés actuellement et que Pandraud a voulu.

Le deuxième objectif c'est de faire réagir les gens, nos amis, parce que des fois ils nous oublient, peut-être que ce n'est pas une volonté politique, que c'est de l'inconséquence, et bien on se rappelle à eux avec cette campagne silencieuse contre ce projet. On leur rappelle qu'il est très très grave en conséquences, pas seulement pour les immigrés mais pour toute la société française. C'est un projet qui va générer des tensions inimaginables. En tous cas Pasqua il les imagine très bien, mais à savoir qu'elles ne seront pas vécues seulement par les immigrés mais aussi par les Français, y a qu'à voir les pratiques qui devancent largement ces mesures ces derniers temps que ce soit des vieilles Françaises, des jeunes Arabes ou des moyens cadres, ils ont droit aux violences policières et apparemment c'est un appareil qui peut dépasser largement Pandraud et l'Etat lui-même. Et ça on ne le laissera pas passer !

En tous les cas voilà nos objectifs : casser le flip chez les immigrés, qu'ils ne doutent pas que leur vie est possible ici et que nos amis puissent réagir avec nous. Qu'ils ne nous aient pas fait croire pendant cinq ans que c'était possible mais qu'aujourd'hui par straté-

gie politique, électorale, présidentielle, etc., ils oublient. Et puis bien sûr troisième objectif, obtenir des choses. Nous sommes déterminés à obtenir l'automatisme de la carte de dix ans, et que les recours au niveau de la justice par rapport aux expulsions soient tenus. Qu'on ne revienne pas là-dessus. Avec ce projet de loi, il n'y a plus de recours judiciaire, c'est l'administration policière ou le ministre de l'Intérieur qui déterminent les menaces à l'ordre public et juridiquement cette menace à l'ordre public n'est pas déterminée. Ça veut dire que ça laisse la porte ouverte à tous les abus et à tous les dérapages possibles !

**Rencar** : Pourquoi avoir choisi de faire une grève de la faim ?

**Djida** : Faire une grève de la faim, c'est une décision grave, qu'on ne prend pas à la légère comme ça. Surtout de la manière dont on conçoit les choses, on n'est pas tellement pour une démarche œcuménique ou pacifique. La grève de la faim c'est très violent en fait, c'est une violence qu'on se fait à nous-mêmes. Il faut que les gens sachent qu'on ne décide pas comme ça de faire une grève de la faim. Ça met des vies en jeu

## écoute, regarde bien,

une grève de la faim illimitée. Il faut que les gens regardent de plus près notre situation, de manière précise. C'est pas du chantage, loin de là, non juste, écoute, regarde bien c'est grave parce que...

Ce sera une grève de la faim qui sera suivie par des médecins assermentés, puisque « nos paroles ne sont pas très crédibles », donc il y aura des médecins qui vont nous suivre officiellement ; prise de sang pour voir si il y a du sucre, pour voir si on suit la grève de la faim sérieusement. Mais je vous jure que ce sera une vraie grève de la faim illimitée. Jusqu'à ce qu'on obtienne ce qu'on demande.

**Rencar** : Est-ce que tu peux nous parler des accords passés entre la France, la Tunisie et le Maroc où il est question que les jeunes condamnés en France aillent purger leurs peines dans leur pays d'origine.

**Djida** : Oui, le fait qu'ils veulent nous évacuer et que le gouvernement français donne des sous pour que le Maroc et la Tunisie construisent des prisons pour nous ! L'Algérie a refusé. On est fier que l'Algérie ait refusé. Bon, je vais te dire, à priori, les délinquants, les êtres humains, eh oui les délinquants sont aussi des êtres humains comme disait l'autre ! et bien sur un commerce d'êtres humains, de délinquants, c'est mauvais quoi, on est d'accord ? De toute façon de manière générale on est contre la pratique de la double peine. A savoir pour tel délit il y a une peine, applicable qu'on soit jeune Français ou Arabe et il n'est pas question qu'il y ait une peine supplémentaire parce qu'on est immigré ! C'est-à-dire la peine de prison et la peine d'expulsion en plus. On en parlera largement de ce point-là pendant la grève de la faim.

**Rencar** : Qu'est-ce que vous attendez des associations de jeunes ?

**Djida** : D'une part si c'est possible un relais. Que d'autres jeunes d'ailleurs en France, fassent des grèves de la faim. Je ne pousse pas au suicide. Ça pour-

## c'est grave...

rait être une grève de la faim de soutien pendant une semaine, ça pourrait être des W.E. de jeunes collectifs pour nous soutenir. Ça pourrait être tous les deux jours, on fait une grève de la faim collective sur tel quartier. Ça peut être un meeting ou tout autre chose. Et puis on attend qu'ils fassent passer l'information massivement, qu'ils envoient des lettres aux députés, nous on leur a envoyé un certain nombre de lettres personnalisées faisant appel à leurs fibres humanitaires et responsables, pour que leur vote soit aussi responsable qu'humain. Et puis on attend aussi des sous parce qu'on a démarré à zéro. Même si à zéro on arrive à faire des choses, en tout cas à Lyon, on attend beaucoup de soutien financier parce que ça dépend beaucoup de ça. Ils peuvent aussi envoyer des lettres à Chirac, comme celle que nous lui avons adressée, lui demandant qu'il reçoive les J.A.L.B. ou eux-mêmes, le principe est que des gens qui luttent contre ça soient reçus, en dehors de S.O.S. Racisme qui ne défend que le code de nationalité. Le 13 juin on a eu Julien Dray au téléphone, on lui a demandé de prendre la parole sur le podium pour parler de notre grève de la faim, mais il ne nous a pas rappelé. C'est pas grave on a nos moyens.



**Nacer** : Je sais pas si vous avez entendu parler des contrôles d'identité massif entre autre à Vaulx-en-Velin. Des bus entiers détournés, qui sont contrôlés par des C.R.S. et des contrôleurs systématiquement. Et les contrôleurs ne contrôlent que les Arabes, c'est le faciès. On montre les forces de police, on les déploie. J'ai vu comment ils arrivent, comment ils pratiquent, comment ils déposent des contrôleurs, des C.R.S. d'un bout à l'autre sur toute une ligne, du départ jusqu'au terminus, et puis ensuite c'est le mot d'ordre, les contrôles au faciès. A mon avis ça s'explique par le fait qu'il y a déjà un bon terrain préparé à Lyon, à savoir que la police est largement de droite, d'extrême-droite, qu'elle a déjà l'habitude de pratiques violentes, avant même d'être encouragée par les déclarations de Pandraud et Pasqua, et qu'il y avait là un bon terrain pour l'application devancée de ces mesures.

**Djida** : Globalement leur projet de loi il le présente comme une normalisation, les immigrés qui restent

là sont bien, or c'est complètement faux ! Si ils virent tous les jeunes délinquants, mais aussi d'autres jeunes, on sait très bien qu'à 90% les jeunes ils reviendront comme ça l'a fait en 1981. En fait c'est un projet de loi qui va simplement marginaliser une partie de la population et créer une situation de tension. Après, tu peux pas faire de la surenchère sur les conséquences éventuelles.

**Rencar** : Comment tu vois l'avenir des jeunes Arabes en France ?

**Djida** : Je le vois. Je vois les jeunes Arabes s'organiser en France, pouvoir être d'un poids déterminant par rapport à leur vie, être d'un poids décisif par rapport aux décisions politiques qui peuvent être prises à leur encontre et donc de toute façon, à tout prix, organisés. Ça c'est certain. Parce que même si on obtient ce qu'on demande par cette grève de la faim, ce sera pas fini les problèmes, et qu'il faudra gérer nos vies avec ces problèmes-là.

# J'Y SUIS, J'Y RESTE

EN GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 16 JUIN, parce-que "trop, c'est trop"!

Nasser et Djida s'opposent au projet de loi Pandraud-Pasqua. Leurs revendications : en priorité la SUPPRESSION des articles 15 et 25 qui sont les piliers de ce projet. Comme nous l'a expliqué Djida, ces articles auraient des conséquences dramatiques. D'abord ils sont faits pour condamner toute la communauté immigrée AU SILENCE. Toute parole qui déplairait aux autorités, toute manifestation d'opposition aux conditions de vie qui nous sont faites, ça voudra dire EXPULSION pour "menace à l'ordre public". En plus ces articles livrent les immigrés au bon vouloir de l'administration policière puisqu'ils suppriment la possibilité de se défendre devant les tribunaux !

Comme si ce n'était pas suffisant ces articles prévoient aussi l'expulsion pour tout étranger ayant été condamné à plus de trois mois de prison. C'est une loi inhumaine et d'une hypocrisie effrayante ! Parce-que enfin si des centaines de jeunes ont plongé pour des histoires de petite délinquance, c'est inhumain d'expulser des gens qui sont en France depuis dix ans, vingt ans, qui ont leur vie ici, et qui sont sans attache dans leur pays d'origine. Et surtout c'est d'une hypocrisie à faire réagir les plus modérés ! Ça enfin on ne naît pas délinquant ! Et la vérité c'est que toute une jeunesse c'est fait piéger, une jeunesse confrontée QUOTIDIENNEMENT au racisme, aux violences policières, sans espoir de trouver un travail. Ça c'est la vérité.

COMMENT  
LES  
SOUTENIR ?

C'est pour cette vérité là, pour des lois humaines et justes que se battent Nasser et Djida. Et la condition nécessaire pour que cette grève aboutisse à un résultat positif est de créer une mobilisation massive dans tout le pays.

## LES ACTIONS ENVISAGEES

- Jeûne de solidarité collectif de 48 h
  - Envoi de lettres au 1<sup>er</sup> ministre, aux députés
  - organisation de meetings, concerts, soirées
- Un collectif de soutien c'est créé en Région Parisienne regroupant les Associations de jeunes, des organismes et des individus : contact : 43.72.75.85  
Vous pouvez aussi téléphoner au journal ou contacter les JALB : 78.39.78.80

# l'affaire toufik ouanes, wahid hachichi, les jeunes de la banane à rouen, rachid à lyon, etc...

*les jeunes immigrés en état d'insécurité face à la justice, aux flics et aux beaufs.*

Vous trouvez pas que les gens trop bronzés, dans ce pays, vivent en situation d'insécurité ? Que ça commence à être insupportable ! Parce que toutes ces histoires qu'on vient de citer, vous en avez tous entendu parler, elles ont été médiatisées, mais vous pensez bien qu'il en arrive tous les jours, des « petites bavures » au quotidien dont personne ne parle ! Et puis d'abord si il fallait amener les médias, porter plainte chaque fois qu'un Beur se fait taper dessus, ou insulter, ben faudrait passer son temps au téléphone et devant les tribunaux parce que sans aucune exagération ça arrive tous les jours ce genre d'histoires. Et ce sont pas les nouvelles lois sur la sécurité qui vont arranger cette situation si elles venaient à être promulguées !

Alors ? Baisser les bras ? Se dire à quoi bon se battre quand on voit les peines ridicules prononcées contre les coupables de crimes racistes ou sécuritaires ? Renoncer ? Oui c'est vrai qu'on pourrait être tenté de renoncer tellement c'est une humiliation de plus que d'aller à ces procès et que chaque fois plus fort l'envie vient de rendre coup pour coup. Mais on se dit malgré tout qu'un type comme Aigueperse, l'assassin de Toufik Ouanes, si il n'y avait eu aucune mobilisation autour de son procès, et bien, à l'heure qu'il est, il serait peut-être libre.

Il va faire 18 mois de prison, et c'est rien, ça fout la rage, mais si personne, aucun journal, n'avait parlé de ce procès, si aucune association de jeunes ne s'était mobilisée, rêvez pas, libre il serait aujourd'hui ! Parce que les temps sont à la clémence pour les beaufs, et aux peines de prison lour-



des pour les jeunes, c'est comme ça, faut pas se faire d'illusions.

Alors, plus que jamais, il est nécessaire de se mobiliser, d'être plus présent aux procès, de soutenir les familles, les jeunes, les associations qui portent plainte.

Tant pis pour la haine qui donne envie de cogner sur tous les racistes, les beaufs, ceux qui n'en ont rien à foutre, et les antiracistes qui ne sont jamais là. Tant pis pour la rage, pour la honte qu'on ressent quant à l'issue d'un procès comme celui d'Aigueperse, on se retrouve comme des cons à applaudir, par dérision, les larmes aux yeux, un verdict injuste. Tant pis,

on ne renonce pas.

Et puis tous les procès n'ont pas été des défaites ! Rappelez-vous, à l'issue du procès où venait d'être jugé l'assassin de son fils Abdennbi, l'agence IMMEDIA interrogeait madame Guemiah :

**IMMEDIA :** Comment ressentez-vous le résultat du procès de l'assassin de votre fils ?

**Mme Guemiah :** Rien ne me rendra la vie de mon fils mais cette fois-ci la justice a été correcte, le verdict (12 ans) n'est pas mauvais et nous avons été respectés, le Président surtout nous a écoutés, ce n'est pas le cas des policiers venus témoigner, ils ont voulu salir nos jeunes...

**IMMEDIA :** Vous sentez-vous un peu plus en sécurité ?

**Mme Guemiah :** Non, j'ai peur pour mes enfants. Je pense que les choses se sont aggravées en France ces dernières années, avant la mort d'Abdennbi, jamais je n'aurais cru que cela puisse arriver, mais depuis j'ai été terrifiée par la mort d'autres gosses comme le petit Toufik qui n'avait que 9 ans. Malgré tout ça nos enfants veulent rester en France, c'est pourquoi nous restons ici, pour continuer à vivre avec eux, pour les protéger.

Madame Guemiah a fondé avec d'autres mères l'association des mères des victimes des crimes racistes et sécuritaires.

Elle a obtenu justice pour son fils, mais n'a pas renoncé à se battre à militer pour aider les familles. Nous qui n'avons pas obtenu justice pour Wahid, Toufik, pensez-vous qu'on puisse renoncer à se battre ?

# Pensez-vous qu'on puisse renoncer à se battre ?

**Procès de l'assassin d'A. Boutelja :** rappelez-vous comment à l'issue du procès une matraque raciste a tabassé le portrait de la victime, comment d'autres ont frappé ses parents, ses amis, en plein palais de justice, comment ceux qui venaient sans violence, demander justice, ont été traités en coupables, insultés, frappés.

**4 mois après, procès de l'assassin de Wahid Hachichi :** Wahid s'était approché un peu trop près d'une bagnole, une BMW... Il en est mort. Un zorro défenseur de BM l'a flingué. Oui mais Wahid, paraît qu'il avait l'intention de voler l'auto-radio qui était dans la bagnole, alors ! Alors, y a jamais eu d'auto-radio dans cette voiture. Et l'assassin ne prendra que trois ans ferme et deux avec sursis.

**Procès de l'assassin de Toufik Ouanes :** il a neuf ans Toufik, et il joue avec ses copains à faire éclater des pétards. Un type, un courageux ! de sa fenêtre, va lui tirer dessus. « Comme on tire un lapin » dira l'avocate générale dans son réquisitoire. Mort Toufik, pour un pétard. A aucun moment durant son procès son assassin ne manifestera le moindre remord, et pas un mot d'excuse à la famille. Verdict : cinq ans dont deux avec sursis.

**Mogniss H. Abdallah nous raconte ce procès et comment Toufik a été sacrifié sur l'autel du délire sécuritaire.**



Cinq ans dont un ou deux avec sursis pour les crimes sécuritaires, perpète pour les crimes racistes caractérisés. Décidément la justice française n'a pas le sens de la nuance. Merci pour le lobby antiraciste. Grâce à lui, des crimes racistes particulièrement odieux ont pu être médiatisés et dès lors ont cristallisé la désapprobation publique. L'effet de la Vox Populis sur les juges a fait le reste.

Mais alors dans le cas du petit Toufik Ouanes, tué le 9 juillet 1983 à La Courneuve, que s'est-il passé ? Son

meurtre prélude à « l'été meurtrier » a bouleversé les gens à travers la France. Le visage de Toufik s'est étalé dans toute la presse nationale. Les pouvoirs publics au top niveau et les organisations antiracistes traditionnelles ont condamné sans appel ce crime et l'insécurité qui en découle pour les familles immigrées. Mitterrand s'est lui-même rendu sur place à la cité des 4000. Et de la mort de Toufik naîtra banlieue 89...

Trois ans après, tout le monde s'en fout. Le procès du meurtrier n'est plus

un enjeu de société, tout au plus une simple formalité judiciaire. Pleins feux sur la personnalité de l'accusé : prolo, fatigué, père tranquille... même sa guerre d'Algérie fut tranquille. Et pas raciste pour un sou. Tout le contraire des légionnaires du Bordeaux-Vintimille ou du néo-nazi de Châteaubriand. L'indulgence va de soi.

Or qui croit vraiment ce portrait victimisé ? Seuls ceux qui le veulent bien. Car enfin, comment apporter un crédit quelconque à un individu qui dit

« ne pas faire le rapprochement » entre son tir sur « la cime des arbres » et la mort de Toufik en bas de chez lui ? Et son arsenal caché ? On ne va pas à la chasse avec un silencieux !

Bref, voilà bien le prototype du criminel qui camoufle et ment, espérant réaliser le crime parfait. Un état d'esprit qu'on retrouve chez beaucoup de meurtriers impénitents :

regardez l'assassin de Marc Pinkart à Rueil-Malmaison. Il a coulé l'arme du crime dans une dalle de béton et a pré-

senté spontanément aux policiers une autre arme (de chasse bien sûr !).

Il se trouve des gens pour couvrir cette couardise, à commencer par ses collègues de travail. Une vingtaine de militants C.G.T.-RATP sont venus en tout début d'audience apporter leur soutien au camarade jugé, badges à son effigie au veston. Mais ses collègues lui rendront un bien mauvais service en faisant état de sa promotion au sein de la RATP, et non d'une régression comme il l'a toujours prétendu. Contrôleur c'est le pied !

Débarrasser métro et bus des fraudeurs et des « petits cons », y faire régner son autorité, ça c'est un métier d'avenir ! De la RATP à la cité des 4000 il n'y a qu'un pas que le meurtrier a franchi sans remords : la chasse aux « petits cons » aboutit logiquement sur les exactions et la mort. Dans les trains et dans les cités.

La vie de Toufik a été frappée par cette logique, par ce train d'enfer qui continue de rouler et qui s'emballé. Et ce n'est pas du cinéma ! Contre cette logique la société se comporte avec la même lâcheté que les tontons flingueurs, feignant de ne pas comprendre le phénomène sécuritaire qui serait de l'ordre de l'irrationnel, du fantasme. La gauche et l'antiracisme se contentent de dénoncer l'idéologie sécuritaire dans les discours et les programmes de la droite mais n'offrent aucune alternative pour affronter le phénomène dans ses manifestations concrètes. Comme si le délire sécuritaire touchait un sujet tabou autrement plus complexe : les discriminations institutionnelles. Et qui oserait aujourd'hui s'attaquer à ça ?

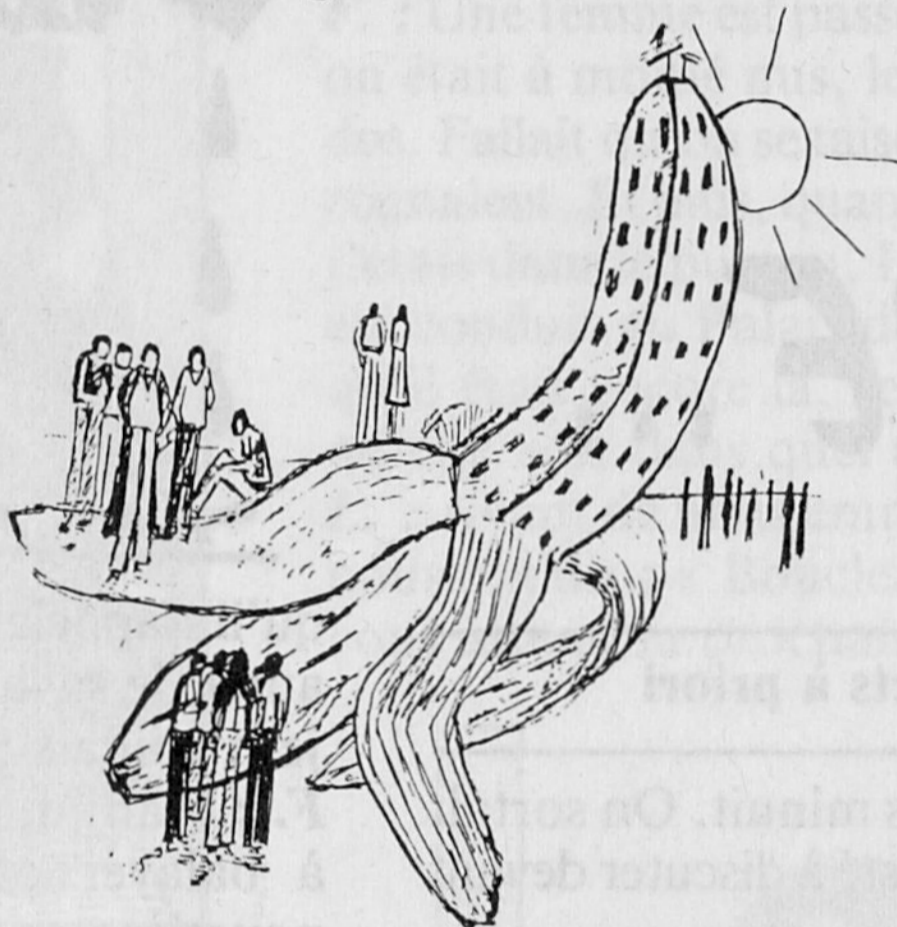
Dans ces conditions, le délire sécuritaire a un long avenir devant lui.

Mogniss H. Abdallah

Depuis la première marche, on s'est tous laissé emporter par une vague de grands sentiments, réconcilions-nous, vas-y on est tous égaux, vive la France multi-culturelle de demain ! Dans cette frénésie de bons sentiments où le mot d'ordre était, on est tous frères, tous gentils, oublions le passé, les Arabes sont devenus des beurs, et les Français... tous des braves gens.

3 ans après le rêve est fini.

Les Français se sont repliés sur eux-mêmes, irresponsabilisés, rendus hargneux et trouillardards par les campagnes sécuritaires. Quant à nous on a pu constater que les bavures policières et les tabassages pour rien, ça continuait autant qu'avant. Bientôt va avoir lieu le procès de 12 inspecteurs accusés d'avoir pendant toute une nuit frappé, insulté, torturé des jeunes. Lisez leur témoignage, c'est pas vraiment drôle mais ça donne une bonne idée de la chaude ambiance qui règne dans certains commissariats. Les J.A.L.B. aussi se battent sur le terrain de la justice et de l'égalité des droits. Nous avons rencontré Nasser et Djida.



## La Banane à mûri.

Enquête

Abdel Senhadi, M.J. Berna

*Le béton c'est dégueulasse, il y pousse parfois de drôles de fruits comme cette « banane », cet immense immeuble à moitié délabré, planté au milieu d'une cité à Rouen.*

*Habiter là, y avait de quoi se révolter, être dégoûté. On connaît la chanson, cité-ghetto dont il suffit d'avouer aux « honnêtes gens » qu'on y habite pour qu'aussitôt les visages se ferment et qu'on vous soupçonne d'être capable du pire. Mais le béton c'est peut-être pas si craignos que ça, il nous réserve aussi de drôles de surprises. Pour ça il suffit qu'une dizaine de mobylettes baptisées « convergences » viennent faire leur cirque sous les fenêtres de votre cité pour que tout bascule.*

*Soudain, cette « banane », cette mocheté d'immeuble qui hier encore faisait presque honte, voilà qu'on en devient fier, qu'on en fait un emblème pour lequel ça vaut le coup de se battre, voilà que cette cité, ce béton, ce ghetto, on s'en réclame et que cette vie ou l'ennui,*

*le chômage, le racisme font des ravages et interdisent toute idée d'espoir, on se dit qu'on peut peut-être la changer, la transformer.*

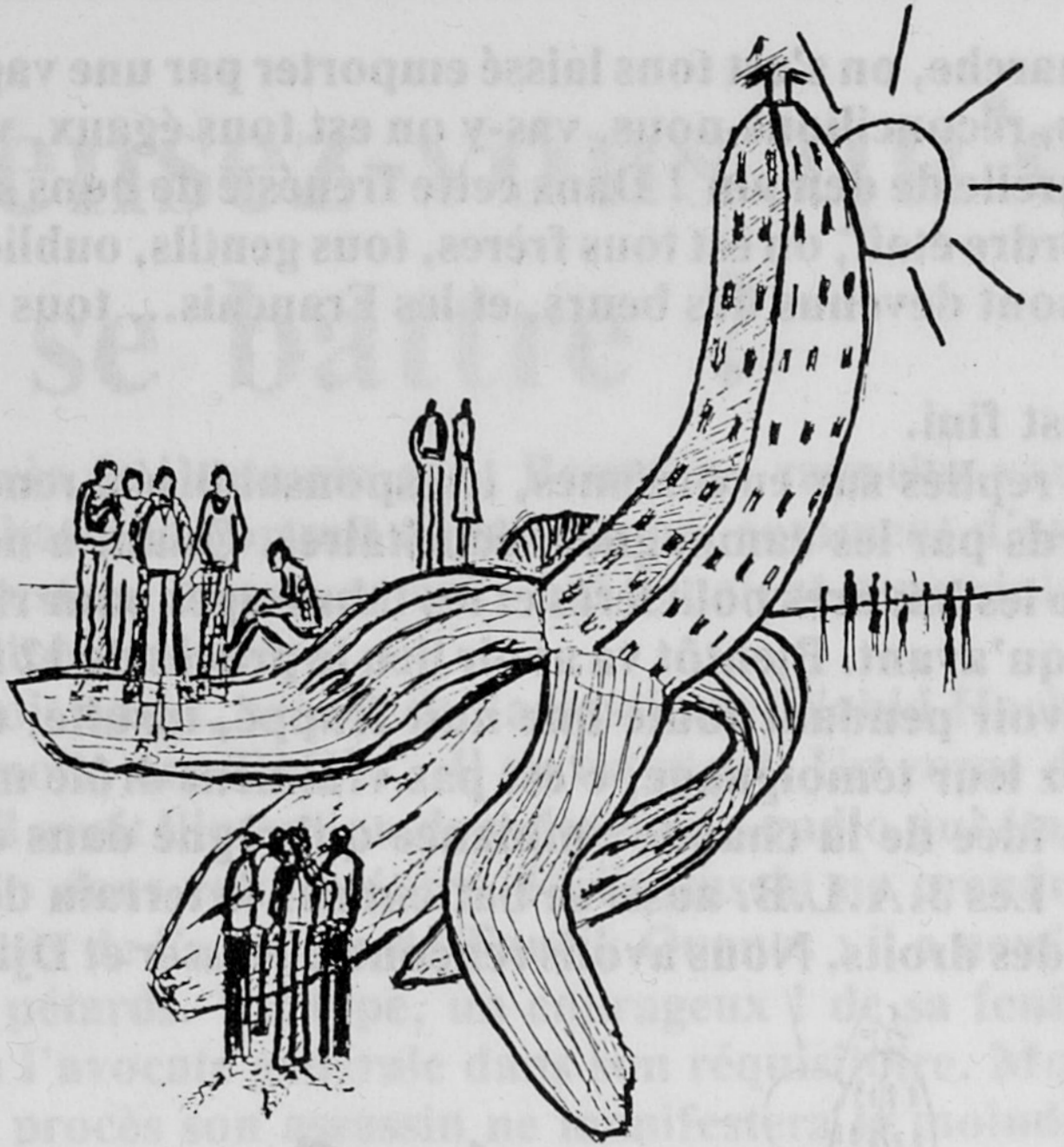
*Il s'en passe des choses dans les cités quand passent les mobylettes de « convergences ».*

*Ça s'appelle mûrir.*

*Une banane a donc mûri, et s'est mise au travail. Film-vidéo, soirées-spectacles, réunions d'informations et d'échanges, activités de loisirs, une troupe de théâtre se sont mis en place. Bref les activités typiques d'une association de jeunes qui veulent améliorer la vie de leur quartier.*

*Et puis il y a eu « l'affaire ». Une dure bagarre comme ils disent, qui est loin d'être terminée.*

*Cinq jeunes, Lionel, Fahrid, Ismaël, Stéphane et Mahjid sont arrêtés par la police et emmenés au poste où ils seront pendant toute la nuit battus, torturés, injuriés. Voici leur témoignage intégral tel qu'il a été publié dans le journal de l'association « La banane a mûri ».*



## à LIRE...

### Raflés parce que suspects à priori

**Lionel** : C'était le 28 février, vers minuit. On sortait de la Maison de jeunes. On était resté à discuter devant l'immeuble Clément Ader.

**Fahrid** : Il y avait bien une dizaine de voitures de police, on savait bien qu'ils allaient nous arrêter. On a eu peur, alors on a essayé de se cacher dans les escaliers.

**Ismail** : Ils nous ont attrapé dans les escaliers, avec les chiens. Ils ont commencé à nous frapper tout de suite.

**Stéphane** : Ils nous donnaient des coups de pieds, des coups de poing ; ils ont voulu faire monter Mahjid dans le coffre, mais il criait parce qu'il ne voulait pas être avec le chiens. Avec les flics, il y avait un garagiste qui est bien avec la police, qui prétendait m'avoir vu. Il me frappait autant qu'il pouvait, et les flics le laissaient faire.

### Des brutalités pendant 24 heures

**I.** : A l'Hôtel de police, rue Brisout-de-Barneville, ils nous ont fait descendre, on est resté d'abord dans le garage, et là les coups continuaient à pleuvoir. Ils m'ont jeté dans les poubelles. Ils excitaient aussi les chiens pour qu'ils nous attaquent, Lionel a été tout griffé au cou.

**F.** : Après, ils ont fait comme un jeu. Il fallait se déshabiller, se rhabiller, se déshabiller, et ainsi de suite. Le dernier déshabillé prenait des coups de règle partout.

**L.** : Ils disaient : « Viens là, c'est ta mère au téléphone. » Et ils nous mettaient des coups de téléphone sur le crâne. C'était un « civil » qui faisait ça, il disait



qu'il s'appelait H... Ils m'ont appelé au téléphone moi aussi, je savais bien ce qu'ils voulaient faire, mais si je n'y allais pas, je reprenais des coups. »

**F.** : Mahjid, ils lui ont attrapé la tête, ils l'ont obligé à balayer et ensuite ils voulaient qu'il avale la poussière.

**I.** : Mahjid avait demandé à poser ses lunettes sur la table, comme il savait bien qu'ils allaient le frapper. Alors, il y en a un qui a pris les lunettes, et qui les a écrasées par terre.

### « Ils nous cognaient avec n'importe quoi »

**F.** : Ils nous cognaient avec n'importe quoi : coups de téléphone sur la tête. Il y en a même un qui s'est cassé, ils nous ont dit : « Ça sera à vous de le rembourser. » Avec des panneaux de stationnement aussi. Ou encore avec des balais.

**I.** : Le grand blond, c'était lui qui avait toujours des idées de jeu. Par exemple, il fallait que Mahjid porte au-dessus de sa tête trois annuaires avec une bouteille d'eau dessus, dès que l'eau bougeait, il était frappé. Il y en avait un aussi qui s'amusait à nous donner des fessées. Un moment, on était nus, ils ont obligé Mahjid à nous passer du carbone sur les parties.

**L.** : Il fallait qu'on se mette sur la pointe des pieds, bras tendus pour toucher le plafond. Comme on se fatiguait, ils nous frappaient. Il fallait faire des pompes, pendant qu'ils nous appuyaient un balai dans le dos. Le matin, ils m'ont réveillé, j'étais complètement abruti, ils m'ont tiré par les cheveux par terre, ils m'ont roué de coups de pieds.

**I.** : C'est à ce moment-là que j'ai eu vraiment très mal. Ils ont dû me fêler les côtes à force de coups de pieds. Ils m'avaient demandé si je voulais manger. Un moment après, il y en a un qui a ouvert la porte, il



m'a dit : « Tiens, prends ça » et il a lâché une bombe lacrymogène dans la geôle.

### Tortures

**F.** : Et puis ils m'ont fait le coup du stylo à moi d'abord, mais on y est tous passé. C'était l'inspecteur M... qui faisait ça. On te serre la main, et entre les doigts, on fait tourner un stylo bic. Ça pince la peau, ça brûle comme des cigarettes, c'est insupportable. 6 semaines après, j'avais encore des traces de brûlures.

**I.** : Ils ont pris Stéphane dans une pièce à part. On l'entendait crier, des coups contre le mur aussi.

**S.** : C'était V... et S... qui me cognaient. Ils cherchaient vraiment à faire mal, ils s'énervaient parce qu'ils voulaient que j'avoue le vol de la voiture. Je suis tombé par terre et V... s'est mis à marcher sur moi. Ensuite V... a sorti un canif, il l'a fait chauffer au briquet, l'autre me tenait, et il m'a brûlé au sexe. Ensuite, ils m'ont ramené dans le couloir avec les autres. Il y en a un qui m'a mis son pétard devant la bouche, il m'a dit : « Je vais te flinguer. » Il a tiré, il était à 1 ou 2 mètres. J'ai reçu une balle à blanc dans la figure. J'avais une plaie à la jambe avant d'arriver, ils m'ont enfoncé un stylo dedans.

### Racisme

**F.** : Ils ne cherchaient pas à nous interroger. Ils s'en foutaient, ils voulaient taper, taper, c'est tout. Ils cher-

chaient à s'amuser avec nous. On pouvait rien dire, même pas en placer une.

**L.** : Il y en a un qui m'a dit : « Tu traînes avec les Arabes, il n'y a pas pire balance. »

**S.** : Comme je saignais, je voulais m'essuyer avec les habits. Alors, on m'en a empêché : « Prends pas les affaires d'un Français. » Et il a fallu que je m'essuie avec les affaires d'un « Arabe ».

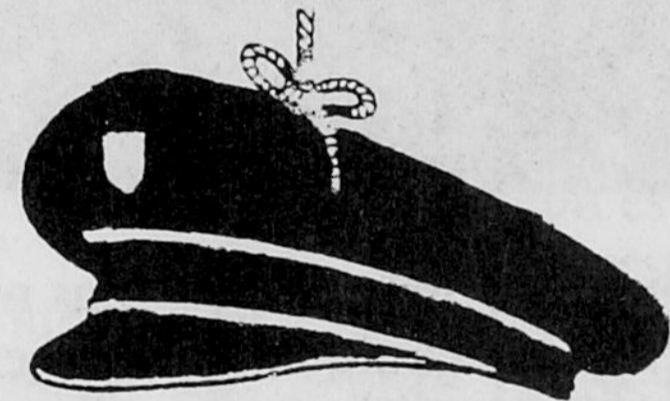
**I.** : Il y en a un qui a sorti : « Vous, les Arabes, on sait bien de quel bord vous êtes. » Et ils ont voulu que tous les trois on s'embrasse.

**F.** : C'étaient des injures racistes à gogo, melon, bougnoul, etc. L'un a dit : « Vivement que Le Pen passe, on vous foutra tous sur un bateau. » Un autre : « J'ai envie d'en prendre un de votre bande, de lui mettre une balle dans la tête et de le jeter dans la Seine. Je sais bien que vous, vous ne parlerez pas, vous aurez trop peur qu'on vous flingue après. »

**F.** : Une femme est passée. Alors, ils nous ont cachés, on était à moitié nus, les menottes attachées dans le dos. Fallait qu'on se taise, dès qu'on bougeait, ils nous cognaient. Et puis, quand la mère de Fahrid est venue, j'étais dans le bureau. Ils lui ont dit que Fahrid avait été conduit au Palais de justice. Mais je savais bien qu'il était encore là, seulement ils ne voulaient pas qu'elle voie dans quel état, ils avaient mis son fils.

**L.** : Avant de nous emmener au Palais de justice, ils nous ont dit : « Bouclez-la. Sinon vous verrez ce qui vous attend la prochaine fois. »

### AFFAIRE A SUIVRE



*Avec l'aide de l'association « La banane a mûri » Mahjid, Fahrid, Ismaël, Stéphane, Lionel ont eu le courage de porter plainte sachant bien que ce serait très dur, qu'on ferait tout pour les noircir.*

*Le Tribunal de Caen a fini par inculper 12 officiers de police judiciaire pour « coups et blessures avec armes » et « attentats à la pudeur ».*

*Le jugement sera en principe rendu avant l'été.*

*Finalement, le béton, c'est pas si moche, on commence même à trouver ça plutôt beau, maintenant qu'on sait que les bananes peuvent y mûrir.*

# JEUNES ARABES DE LYON ET DE SA BANLIEUE

Si aujourd'hui beaucoup d'entre nous se sont retrouvés derrière le générique « jeune Arabe », c'est pour réagir au rejet du terme « arabe ». En effet, le smurfer, le cinéaste, l'engagé, c'est le beur, membre de la seconde génération, bref un jeune issu de l'immigration. Mais quand il résiste, brûle une voiture, vole une mobylette, quand il cherche un emploi, un appartement, où devant la justice, c'est un Arabe. Parce que nous sommes tous dans la même galère, et conscients de notre diversité, c'est par un choix délibéré et lucide que nous décidons de nous retrouver derrière le générique « Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue », qui définit, au mieux et dans le contexte actuel notre spécificité de jeunes immigrés vivant en France.

J. A. L. B.



**Nasser :** Notre démarche première, ça a été de relancer la dynamique de notre organisation qui avait commencé, mais qui avait été interrompue par le mouvement des marches, on veut créer un esprit « jeune Arabe » qui peut se modeler à toutes les situations régionales, qui peut avoir un écho national.

Et puis surtout poser les vrais problèmes.

**Rencar :** C'est quoi pour vous les vrais problèmes ?

**Djida :** Le vrai problème, il est économique et social, c'est la marginalisation, ce sont les rapports police-justice.

**Nasser :** Il faut interpeller la société dans ces fondements mêmes, dire les choses telles qu'elles sont : c'est-à-dire, par exemple le statut social des exclus, de tous ceux qu'on a marginalisés. Comment il n'y a aucun débouché professionnel, pas d'avenir, pas d'espoir pour beaucoup de jeunes.

**Djida :** Et que si la police en plus leur tombe dessus ! Alors là ça ne va plus. Il faut que les choses soient claires, qu'on nous parle pas d'aide sociale, qu'on dise ouvertement qu'on ne veut

pas nous mélanger avec les « honnêtes gens »... qu'on nous laisse aucune chance.

**Nasser :** Ce débat, celui de la marginalisation, c'est celui qu'on a provoqué, ouvert au niveau national, comprendre la marginalisation des jeunes sans travail, leur statut économique et leurs rapports avec la justice. Un exemple : si on dit d'un mec : « Il a fait six mois de prison », mais alors il a déjà payé ! à ce compte-là, est-ce qu'on va le marquer au fer rouge, t'as payé, toute ta vie tu paieras ! Ça c'est un vrai débat sur la justice, à savoir les jeunes quels statuts ils ont ? Ça c'est pas du bluff, la justice c'est le problème essentiel, même si les droits politiques c'est important aussi.

**Rencar :** Fait chaud ici.

**Nasser :** Toujours chaud ici, c'est notre cœur qui déborde !

**Rencar :** Vous existez depuis quand ?

**Nasser :** Depuis que ma mère m'a mis au monde. Bon d'abord, on était les zarma de banlieues en septembre 1981, après on a éclaté en septembre 1984, putain j'ai l'impression que ça fait 10 ans, mais en fait ça fait pas longtemps ! Faut dire qu'ici il y a un

moment où on est tranquille.

**Rencar :** On a tous en tête le procès Boutelja. *Libération* du 5 décembre titrait : « Lyon, flambée raciste au Palais de Justice ». A l'issue du procès on a vu un policier matraquer une affiche représentant la victime, amis, parents aussi ont été matraqués.

Vous avez porté plainte contre le juge qui a ordonné l'évacuation de la salle.

Comment ça peut se passer ?

**Nasser :** Ce sera la police des polices qui mènera l'enquête. Ce qu'on peut espérer par rapport à la sanction, ce serait une suspension d'audience contre le juge Roman, parce que bon, autrement il est intouchable au niveau pénal, civil. Une suspension d'audience ce serait bien, du jamais vu, ce serait enfin la preuve qu'il se passe quelque chose de positif.

**Djida :** Si la plainte n'aboutit pas, si vraiment y'a des blocages et des problèmes, c'est clair que nous on restera pas sans réagir.

**Nasser :** Ça montrera clairement les positions de la justice à tous les niveaux.

**Djida :** Mme Boutelja, elle le dit très bien : « Moi, j'ai plus de préférences, si c'est comme ça la justice, c'est comme si mes enfants qui sont là, vivants, ils sont morts déjà, parce qu'il n'y a plus de repères institutionnels, de codes sociaux. »

Nous sommes régis par la police et la justice, les deux plus importantes institutions dont découlent tous les autres fonctionnements. C'est pourquoi il faut que cette plainte aboutisse. Nous avons été interpellés par téléphone au niveau national nous disant qu'il ne faudrait pas que ce procès s'il devait avoir lieu se déroule dans les mêmes conditions que celui du mardi 3 décembre.

**Rencar :** Comment les associations de jeunes peuvent-elles s'entraider ?

**Djida :** On peut s'échanger les projets, s'informer, se soutenir. Il faut être présent quand il se passe quelque chose, nous on peut s'abonner à *Rencar*, vous prendre un certain nombre de numéros, vous, vous pouvez être là quand on bouge, si on organise un festival, une action et c'est pareil pour les autres associations.

JALB-contact : 25, rue Burdeau, 69001 Lyon. Tél. : 78.39.78.80.

A l'heure où nous mettons sur presse, nous apprenons que la plainte déposée par le JALB, et la famille Boutelja n'a pas abouti, le procureur n'ayant trouvé aucune raison valable de donner suite à cette plainte...

# Quand

# les

# déportés

# économiques dealent

*On a été contactés par l'APJA. Ils nous proposaient un deal...*

*Rendez-vous confidentiel fut pris au Sarah Bernard. On tombe sur Latif, un jeune peintre, copain à Mounsi et Alain, danseur professionnel.*

**Rencar :** Alors, c'est quoi l'APJA ?

**Latif :** Ça a commencé comme ça, un jour on m'a demandé de donner deux de mes tableaux et de participer à une soirée pour des enfants qui ne parlaient pas à la neige. J'ai dit OK et ça leur a permis de partir 15 jours à la neige, bon ; et là, entre autres, qui participait à l'opération il y avait une jeune chanteuse très agréable, Louisa. Je lui ai demandé de me laisser ses coordonnées mais je n'avais pas encore pensé à créer ce mouvement. Quinze jours après j'ai rencontré un jeune compositeur et puis j'ai rencontré Alain au festival de Bourges, son métier c'était la danse et la sonorisation.

Alors une idée a germé dans ma tête. On avait une belle voix, un auteur compositeur, quelqu'un qui fait du son et de la danse. Je me suis dit, pourquoi pas essayer de se regrouper et de faire quelque chose.

On en a parlé.

**Alain :** En effet, moi j'ai travaillé au théâtre Zoulon, ensuite j'ai été danseur professionnel dans les grands ballets d'Afrique noire mais vu les conditions dans lesquels on travaillait, vu les conditions d'achat de spectacle, etc., je me sentais lésé par rapport à ce que j'apportais à mon groupe. Après d'autres péripéties dans ma vie, je me retrouvais à Bourges au printemps dernier et l'idée de Latif m'a contaminé : faire de la promotion d'artistes amateurs, encadrés par des professionnels des arts. J'ai contacté quelques amis artistes professionnels,

aussi bien dans la chanson, la danse, la peinture, le stylisme que la photographie, et on a commencé à travailler. Nous avons aussi des gens de la presse comme vous. Ces professionnels s'occupent actuellement de près de 50 artistes amateurs. Par exemple Balla qui est ici sort d'une école de danse créée par Maurice Béjart. Il

la paye en lui produisant des spectacles ou des manifestations de qualité gratuitement. On deale avec eux ! Du coup on a comme appui la Directrice du service culturel du Val-de-Marne qui deale aussi avec nous. Parce que nos relations nous amènent la presse, la télé sur nos actions et tout le monde

n'en existe que deux dans le monde, une à Genève, une à Dakar, autant te dire le niveau des gens qui ont terminé leurs études là-bas. Et il y a de nombreux personnages comme Balla dans l'association.

Actuellement, en France, amateur ça veut dire non rentable économiquement, alors que ça devrait surtout vouloir dire celui qui aime, qui a l'amour de son art. Donc il faut lui donner toutes ses chances pour y arriver. Nous on a essayé de les mener assez loin, en leur permettant de développer leur art, de mettre en valeur leur talent et en même temps de pouvoir en vivre. Nous avons eu la chance grâce aux contacts de Latif et aux miens de passer au travers de tous les médias, d'avoir des séries télé, de faire de la promotion sur scène, etc.

**Latif :** Ça c'est la première idée, deuxièmement on s'est dit que le meilleur moyen de réussir puisqu'on était des déportés économiques, c'était d'inventer un nouveau mode de fonctionnement. D'habitude les associations, les petits groupes qui se créent, on se base toujours sur des moyens économiques, on se base jamais sur les moyens de travail, d'énergie et d'échange de deal de services entre nous. Et à chaque fois on est bloqué. L'idée c'était donc de faire de la promotion d'artistes amateurs, encadrés par des professionnels, en s'appuyant sur la création d'un réseau, d'un mouvement de communication qui permettrait aux associations membres des échanges de services entre elles des échanges qui ne leur coûteraient que de l'énergie et qui rapporteraient l'énergie, le travail des autres à ton association.

Par exemple on a trouvé à Villejuif une Maison pour tous qui met à notre disposition des locaux et son matériel, salle de danse, studio d'enregistrement, salle de répétition, etc., et on

en profite. C'est des points d'appui pour d'autres associations comme vous. Et vice versa, vous pouvez nous ouvrir des points d'appui sur Corbeil. En trois mois, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, à Pontoise on a des gens qui sont OK pour se fédérer avec nous. Et comme ça tout le monde peut s'ouvrir, ça fait un réseau qui fonctionne sur des services, des actions.

## LEURS SERVICES

Le meilleur moyen de se rencontrer, c'est d'ouvrir ton espace à l'autre et que lui t'ouvre son espace. Mais attention, sans pour cela que chacun perde son identité, sa spécificité, pour éviter qu'il y ait des luttes de pouvoir débiles, des histoires bidons comme on en voit trop souvent dans les groupements associatifs.

**Rencar :** Vous avez vu c'était une interview et on n'a pas pu en placer une. Faut dire qu'ils sont plutôt passionnés et qu'en plus ça marche leur truc. Comme nous sommes devenus leur journal privilégié nous vous rendrons compte dans les prochains numéros de comment ça marche section par section. Au programme pour la prochaine fois, la section chanson avec Louisa.

J.-P. Peroni



# Mori Kanté

## Le Griot Electrique

Karima DJITLI  
Nicole IVASSENKO



**Rencar :** Peux-tu nous dire qui tu es, d'où tu viens ?

**Mori Kante :** Je suis né en Guinée dans la Guinée forestière de père et de mère griot et griot moi-même.

**R. :** Qu'est-ce que ça veut dire griot ?

**M. K. :** Les griots existent depuis nos ancêtres. Le Mali était un empire immense, un empire qui a eu une grande histoire et a laissé un héritage culturel tellement puissant, tellement important, qu'aujourd'hui encore les gens quels que soient leur rang social, la société où ils vivent, quels que soient le lieu ou l'instant qui soit, restent toujours des personnes liées à leur patrimoine culturel, à leurs mœurs.

C'est à partir de la colonisation qu'il y a eu le partage de l'Afrique et que ces pays sont devenus indépendants, mais on assiste en ce moment même à un renforcement de notre culture.

Dans cette grande société, ce sont les griots qui de

tout temps ont eu la responsabilité de la parole, ils représentent la bouche du pays, ils sont la mémoire d'un peuple tel que les journalistes, les historiens ici ; avant il n'y avait pas de journalistes, c'étaient les griots qui étaient l'espoir du pays, qui disaient au roi ce que le peuple veut, ce que le peuple ne veut pas et le griot était respecté.

C'est comme un totem qu'on ne touche pas, c'est à la société de l'entretenir. Le griot peut dire à n'importe qui ce qu'il est bon d'entendre, il est le signe de la sagesse, de la responsabilité, il est la sauvegarde de la culture.

On dit que l'histoire africaine n'a pas une histoire écrite, c'est presque comme si on voulait faire croire qu'il n'y a pas d'histoire africaine ! Mais en fait il y a des mémoires qui détiennent et qui ne finiront jamais de retenir cette histoire : ce sont les griots et

ils sont des greniers intarissables des réalités de ce pays.

**R.** : Comment es-tu venu à la musique ?

**M. K.** : Je suis né dans la musique !

Tous les gens de ma famille sont des musiciens. Depuis l'âge de 7 ans je jouais du balafon ; j'allais à l'école, j'ai fait neuf ans d'études. Chez nous, les griots, les enfants vont à l'école et le soir quand ils rentrent on leur donne des cours traditionnels de musique, de chant, de tradition orale, on nous forme pour devenir un jour des griots.

Mais le fait d'en vivre, d'avancer fut plus une option.

**R.** : Ça s'est passé comment pour toi ?

**M. K.** : En 1966, j'ai quitté la Guinée pour aller au Mali, j'ai une partie de ma famille à Bamako, vous voyez c'est vraiment le même pays, les frontières, on s'en fiche ! Là j'ai continué à intégrer la musique traditionnelle et parfaire mon apprentissage pour devenir un vrai griot.

Quelques années après, j'ai commencé à intégrer la musique moderne et en 1970, je suis rentré comme guitariste au Raï band. Ça a été une étape très importante de ma carrière. J'ai commencé à apprendre la cora et j'ai été m'installer en Côte-d'Ivoire. Fin 1978, j'ai quitté le Mali.

Là j'ai eu beaucoup de difficultés avec les hommes d'affaire, avec mes musiciens nous étions très connus, appréciés mais nous n'avions pas les mêmes conceptions de la musique. Moi j'avais déjà en tête la musique que je joue aujourd'hui ; on s'est séparés et j'ai formé le premier groupe de musique traditionnelle avec balafon cora. On se produisait dans un grand restaurant africain et on est devenu de plus en plus connu dans toute l'Afrique.

Et un an après, pof ! j'ai vu débarquer un Noir américain qui me dit : « Mori, je veux faire un disque avec toi. »

Il y a eu accord et le disque a été réalisé dans les studios à Los Angeles. Mon premier disque est sorti, ça m'a donné la pêche et en septembre 1984, j'étais à Paris pour réaliser « Mori Kanté à Paris », depuis je suis en France.

**R.** : Pourquoi es-tu parti du Mali si ça marchait si bien ?

**M. K.** : Il ne faut jamais s'arrêter, s'installer et comme nous n'avons pas de structures en ce moment au Mali qui pouvaient nous ouvrir certaines portes, telle que la recherche, il fallait bouger et aussi se former sur le plan musical et artistique. Il faut toujours bouger pour rencontrer les autres cultures, les autres continents. L'échange culturel est très bien pour une formation spirituelle. Il faut faire dans sa culture une place pour les autres cultures, pour mieux se faire connaître.

**R.** : Tu comptes faire une carrière en France ?

**M. K.** : L'important, c'est surtout de faire connaître sa culture. Je suis comme un messenger, je suis de la communication, je veux faire passer un message. Je compte beaucoup bouger et un jour retourner chez moi.

**R.** : Comment expliques-tu cet engouement pour la musique africaine ?

**M. K.** : Tu sais, les Noirs américains on les a déportés, on les a réduits, ils ont tout perdu jusqu'à leur

dernier espoir, mais il y a une chose qu'on n'a pas pu toucher et qu'ils n'ont pas perdu, c'est le patrimoine culturel africain. Et de là sont nés beaucoup de phénomènes, tel que cet énorme phénomène qu'est la musique contemporaine, le jazz, la salsa, le reggae, l'afro blues, le rock, la soul musique. Tous ces rythmes, toutes ces musiques sont nés de la traite des Noirs.

Et c'est la musique mère, la musique africaine, et sans pouvoir l'expliquer, les gens sont déjà habitués à la musique africaine, sans le savoir ils sont déjà motivés. Ce qui fait qu'aujourd'hui la musique africaine commence à bouger partout en Europe et même au Japon. A mon avis, ce n'est pas une mode, c'est une réalité qui a des ressources intarissables. C'est immense.

**R.** : Quel public touches-tu ?

**M. K.** : Pas seulement le public européen, il y a des Africains et surtout beaucoup de jeunes Africains qui sont nés ici en Europe.

**R.** : Quels sont les thèmes de tes chansons ?

**M. K.** : Je compose moi-même mes textes dans la tradition des griots, ce sont des peintures de l'activité de la société, une peinture de tous les jours. Dans mon dernier disque j'essaie de dire que j'interprète la parole. Il ne faut pas parler pour rien dire, si on peut parler vraiment qu'on dise quelque chose, sinon qu'on se taise ! Par exemple, chez nous, dire non a une grande importance, quand on dit non, il faut que ça laisse des traces, il faut que ce soit comme un caillou qu'on ne peut pas bouger. Quand on voit un type sur le boulevard dire non, non, non... comme ça pour rien, nous on pense mais il est fou celui-là, il est sonné.

**R.** : C'est ta philosophie à toi ou tu penses que c'est celle de ton pays ?

**M. K.** : C'est ma philosophie à moi, mais comme je l'ai dit, nous sommes de la tradition orale, la parole est très importante chez nous.

**R.** : Tu dis qu'il y a beaucoup de jeunes black qui viennent écouter ta musique, mais on a l'impression qu'ils ne bougent pas beaucoup par rapport aux jeunes Maghrébins par exemple, qui font des associations, qui créent des spectacles, etc. Pourtant ils vivent les mêmes conditions de vie.

**M. K.** : C'est un problème de caractère je crois, une façon de voir. Avant tout c'est la même Afrique, il ne faut pas dire Beurs, Noirs, il faut dire les Africains. Les Afriques doivent s'unir. Les Beurs ont certaines idées sur les Noirs et les Noirs aussi ont certaines idées sur les Beurs. Cet esprit Noirs, Beurs, Blancs, ha ! mais c'est trop ! C'est une interprétation de la valeur de l'homme en fonction de sa couleur qui ne tient pas debout, c'est démentiel ! Les deux Afriques sont comme les deux poumons d'une même poitrine, tout le monde est dans l'immigration. De toute façon on est considéré comme des Africains même si on est Beur même si on est Noir.

Savoir et faire respecter le fait que l'on soit des Africains, c'est très important.

Je fais souvent des concerts organisés par des associations dites de « jeunes Beurs », c'est parce que je ne peux pas me dissocier de tout ce qui est pour la reconnaissance de l'autre, de tout ce qui est pour le bien-être. D'autant plus que je suis un immigré. 17

# AMAR SUNDY

Karima DJITLI Rémy MILLET



La musique afro, afro-américaine, afro-carabaienne ou afro-cubaine a toujours fait un malheur dans les banlieues. Mais, au-delà de ce bouillon de culture banlieusard, qu'est-ce qui les pousse à « jouer noir » ensemble ? Amar Sundry, eux, ils sont de Colombes. On les a rencontrés à Bondy pendant un concert organisé par l'association « SOS Ça bouge ».

**Rencar** : Comment peux-tu définir votre musique ?

**Amar Sundry** : C'est un funky-blues. On est de la banlieue et le rhythm and blues, c'est assez lié à notre culture. Le blues, les ghettos, c'est comme ça.

**R.** : Vous êtes combien ?

**A. S.** : On est cinq, tous étrangers, Africains, Nord-Africains. Au niveau instrument il y a saxe, basse, congas,

guitares et chant.

**R.** : Comment vous êtes-vous connus ?

**A. S.** : Nous, on est tous du même coin. Ça s'est fait comme ça. On habite Nanterre, Colombes, moi j'habite juste à côté de la cité Gutenberg.

**R.** : Vous avez déjà fait des disques ?

**A. S.** : Non, non, ça fait seulement un an et demi que le groupe existe. On joue pas mal dans les clubs à Paris et on participe souvent à des soirées comme aujourd'hui. Je trouve que c'est important vu la politique actuelles vis-à-vis de la population immigrée. Sans parler des crimes racistes.

**R.** : Tu es au courant du verdict rendu contre l'assassin de Toufik ?

**A. S.** : Oui, mais tu sais, on connaît la chanson. C'est pour ça qu'on fait

des concerts comme ce soir, c'est pour ça qu'il y a des manifestations. Il faut pas baisser les bras, pas se laisser faire. Il faut ameuter le plus de monde possible pour réclamer un minimum de justice.

**R.** : Tu crois que la musique c'est important ?

**A. S.** : Evidemment parce que ça montre qu'on est là, qu'on est vivant, qu'on s'exprime. Et puis, la musique, tout le monde est pour, on écoute, tu es amené par une mélodie.

**R.** : Tu crois qu'on peut s'exprimer clairement à travers la musique ?

**A. S.** : Bien sûr. L'avantage, avec la musique, c'est que t'as tellement de formes, tellement de styles, tu peux exprimer ta sensibilité d'une manière ou d'une autre et ça permet de toucher un maximum de gens qui vont apprécier ou se retrouver dans le style que tu as choisi. Et puis, la musique c'est un point de rencontre, de discussion comme maintenant.

**R.** : Vous ne faites pas de musique beur ni africaine malgré tout ?

**A. S.** : Si, il y a des congas quand même, c'est qu'il y a quelque chose. Il y a le 6/8 qui est vraiment dans notre musique et ça vient de chez nous, y'a pas de problème. On n'est pas du tout coupé par rapport à nos origines. Et alors, plus tu vas avancer avec ton style, avec ta gueule, plus tu vas représenter quelque chose. Un groupe avec des gueules bronzées qui marche bien, même si c'est juste de la musique, ça dit des choses.

**R.** : Vous sortez un disque ?

**A. S.** : Oui, on travaille dessus : une partie est à caractère social et l'autre qui parle beaucoup d'amour. Pour l'instant, je chantais en américain, là, ce sera en français.

**R.** : Chez toi, il n'y a pas que la musique. Avant la musique, il y avait quoi ? La galère ?

**A. S.** : Je fais partie des gens qui ont 12 à 13 ans de transit, 3 ans de cité. Mais il n'y a pas eu le côté galère du genre délinquance parce que j'ai toujours mon truc, le sport, les études ou des trucs comme ça avec des parents compréhensifs. Donc, j'ai pas eu trop de mal à ce niveau-là et c'est très important à la base.

Et dans le groupe, on a à peu près tous la même histoire, on est tous du même coin, Nanterre, Colombes. Chacun a suivi son chemin et puis on s'est retrouvé et ça s'est déclenché à un moment donné — un genre de retrouvailles — et on a créé Amar Sendhi.



bulletin d'abonnement

nom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

10 numéros  
50,00 FRS

ABONNEMENT DE SOUTIEN  
200,00 FRS

Rencar: 7 Rue du docteur Dumée 77140 NEMOURS  
tel: 428 03 47. et 088 04 66



# AU SECOURS !

LE NOMBRE D'AGRESSIONS ET DE CAMBRIOLAGES NE CESSE D'AUGMENTER. IL Y A EU 2750 MEURTRES CETTE ANNÉE.

MON DIEU ! IL FAUT QUE JE DISE À GÉRARD DE FAIRE RÉPARER LE SYSTÈME D'ALARME ÉLECTRONIQUE...



SBLANG

CHÉRIE C'EST AFFREUX, JE SUIS LICENCIÉ !

OH MON DIEU NON, CE N'EST PAS POSSIBLE !



APRÈS 20 ANS DE BONS ET LOYAUX SERVICES ET AVEC TOUS LES CRÉDITS À REMBOURSER ADIEU MONDE CRUEL !



RECTIFICATION : AUX DERNIÈRES NOUVELLES IL Y AURA EU 2754 MEURTRES CETTE ANNÉE !

ON VIT UNE ÉPOQUE D'INSÉCURITÉ INADMISSIBLE !

